

# La question de la dette étudiante dans un échantillon de pays

**Elena Del Rey** [University of Girona – [elena.delrey@udg.edu](mailto:elena.delrey@udg.edu)]

**Ioana Schiopu** [ESADE, Ramon Llull University – [ioana.schiopu@esade.edu](mailto:ioana.schiopu@esade.edu)]

Bien que la prime moyenne à l'éducation supérieure se soit accrue à la fois dans les pays développés et en développement, il demeure une grande hétérogénéité dans les bénéfices qu'en retirent les étudiants. Ceci n'est pas sans soulever la question de la dette étudiante, tandis que les aides financières aux étudiants sont en plein essor sous la forme de prêts dans de nombreux pays. Certains Etats ont même commencé à incorporer des schémas incitatifs dans leurs prêts aux étudiants afin d'en éviter certains effets indésirables. Concernant le lien entre la présence ou non de prêts et l'égalité des chances, il ne semble pas possible de tirer de conclusions générales.

[Traduit de l'anglais par Alexis Maitre.]

## PRETS ETUDIANTS: MENSUALITES FIXES OU MODULABLES EN FONCTION DU REVENU ?

Des prêts à mensualités fixes requièrent le remboursement de l'emprunt sous la forme de prélèvements dont le montant est fixé à l'avance. A l'inverse, des mensualités modulables permettent d'ajuster le montant des remboursements aux revenus touchés durant une période donnée.

Le problème du premier type de prêt est qu'il peut aboutir à imposer une grande pression financière sur les diplômés avec les revenus les plus faibles. Pour réduire ce fardeau sur les moins aisés, certains pays tels que la Finlande ou les Pays-Bas, où la plupart des prêts sont conclus avec des mensualités fixes, permettent à certains diplômés de bénéficier d'une prise en charge par l'Etat d'une partie du capital à rembourser. En Finlande, de telles prises en charge peuvent être obtenues si le diplôme a été obtenu en une seule fois. En Norvège, les étudiants à faible revenus mais aux résultats académiques en progrès peuvent convertir une portion de leur prêt en allocations. Avec le système resté en place jusqu'en 2015 aux Pays-Bas, l'emprunt pouvait être entièrement pris en charge si l'étudiant obtenait son diplôme en moins de 10 ans. Les aides financières incorporent donc des incitations à la réussite académique dans plusieurs pays.

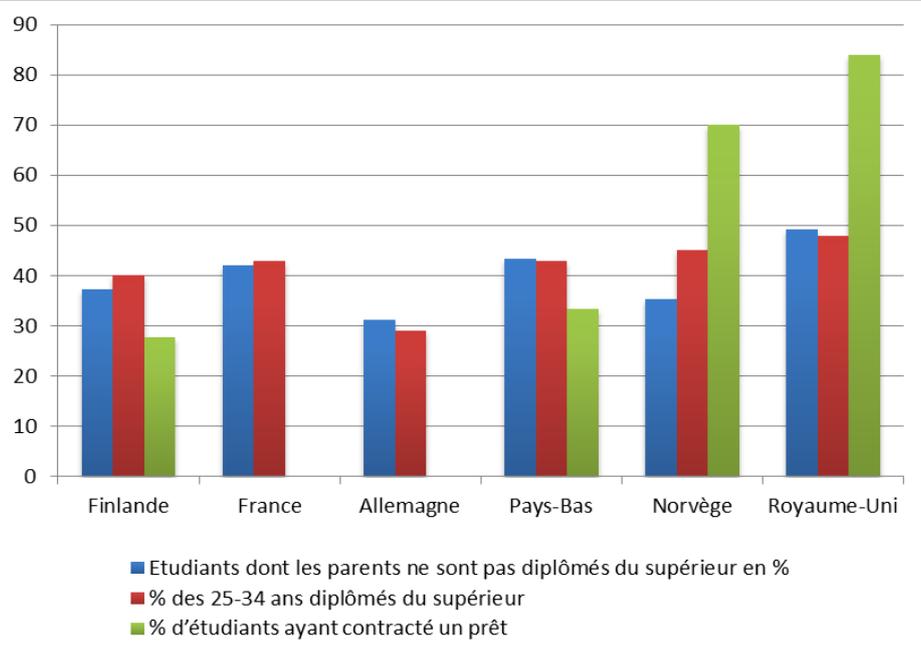
Dans un autre esprit, les mensualités modulables en fonction du revenu sont devenues plutôt communes et sont utilisées dans un nombre croissant de pays partout dans le

monde (il en va par exemple ainsi des Pays-Bas depuis septembre 2015, des Etats-Unis depuis 2012 et du Canada depuis 2009). Puisque l'emprunteur ne rembourse qu'une part donnée de son revenu, et que toute obligation cesse généralement au bout de 15 ou 30 ans après la diplomation, les prêts modulables aboutissent à transférer une partie de la charge financière à l'organisme de crédit et en définitive, le plus souvent, au contribuable. C'est pour cette raison que, dans des pays comme l'Australie ou le Royaume-Uni, la question de la soutenabilité du système de prêts modulables à moyen terme se pose avec une inquiétude grandissante. A l'inverse, dans certains pays comme les Etats-Unis, où les mensualités fixes sont les plus courantes, ou la Hongrie, où le coût des défauts de remboursement incombe à la promotion de diplômés en question, les programmes de prêts aux étudiants semblent profitables.

## LES PRETS ETUDIANT PEUVENT AFFECTER LES INCITATIONS DE MANIERE INATTENDUE

Au-delà de leur impact sur la soutenabilité des finances publiques, la recherche récente s'est intéressée de façon plus précise aux implications des prêts étudiants pour le bien-être individuel. Il est intéressant de noter que les études réalisées en Australie et aux Etats-Unis, deux des pays où les prêts étudiants sont les plus utilisés et les plus anciens, ont montré que la dette étudiante est associée à un retardement du mariage et/ou des enfants, à une plus

## Caractéristiques des étudiants dans un échantillon de pays



Le pourcentage d'étudiants ayant contracté un prêt au Royaume-Uni n'inclut que l'Angleterre et le Pays de Galles ; donnée indisponible pour la France et l'Allemagne. Source : profils nationaux tirés de EUROSTUDENT IV (2008-2011); OCDE, L'Education en un coup d'œil, 2014.

## LE FINANCEMENT DE L'ACCES A L'EDUCATION SUPERIEURE: DE GRANDES DIFFERENCES ENTRE PAYS

Bien qu'ils soient présents dans de nombreuses économies développées, les prêts étudiants ne sont nullement universels. Par exemple, en France et en Allemagne, deux des plus grandes économies de l'UE avec des dépenses par étudiant comparables à celle de l'Australie, de la Finlande ou du Royaume-Uni, il n'existe pas de grand programme en matière de prêts étudiants. Comment ceci affecte-t-il l'accès à l'éducation supérieure dans ces pays ?

Bien que la contribution des parents aux revenus des étudiants apparaisse significative en France et en Allemagne, la part des 25-34 ans ayant obtenu un diplôme du supérieur et le degré de mobilité ascendante en matière d'éducation diffèrent grandement

entre ces deux pays (voir le graphe). En France, 43% des 25-34 ans ont reçu une formation post-bac, un chiffre qui tombe à 29% outre-Rhin selon l'OCDE. Dans le même temps, 54% des étudiants français sont enfant de parents eux-mêmes diplômés du supérieur, contre seulement 37% en Allemagne. Certains pays dotés de vastes programmes de prêts aux étudiants (par exemple les Pays-Bas et le Royaume-Uni) font au moins aussi bien en termes de niveau d'éducation ou de mobilité sociale.

Il semble donc qu'on ne peut pas tirer de conclusion générale concernant le lien entre l'absence de prêts étudiants et l'égalité des chances. De nombreux facteurs entrent en ainsi interaction comme la qualité de l'enseignement supérieur, les politiques de redistribution ou la structure de l'appareil productif de chaque pays. Une analyse systématique semble plus que jamais nécessaire pour pouvoir identifier les liens entre les politiques d'aide aux étudiants et les opportunités ouvertes à chacun pour s'instruire.

faible probabilité d'être propriétaire de sa maison et à une moindre accumulation de capital. Bien sûr, une telle corrélation n'implique pas la causalité. Les prêts étudiants peuvent en effet accroître l'accès à l'éducation supérieure d'étudiants qui y sont moins préparés sur le plan académique, qui ont donc plus de chance d'en retirer un bénéfice dégradé et donc de rencontrer des difficultés dans le remboursement des prêts contractés ou l'accumulation de capital. Ces étudiants pourraient par suite retarder leur mariage, le fait d'avoir des enfants ou l'achat d'une maison. En Australie, un pays pionnier en matière de prêts à mensualités modulables, on trouve par ailleurs des signes de concentration en dessous des seuils minimaux de remboursement. Bien qu'encore une fois la causalité ne soit pas avérée, de tels résultats laissent à penser que les schémas de remboursement peuvent fournir des incitations à trouver un emploi moins bien rémunéré ou à temps partiel et invitent donc à ce que de telles éventualités soient prises en compte dans la conception des prêts modulables.

Il semble donc qu'on ne peut pas tirer de conclusion générale concernant le lien entre l'absence de prêts étudiants et l'égalité des chances. De nombreux facteurs entrent en ainsi interaction comme la qualité de l'enseignement supérieur, les politiques de redistribution ou la structure de l'appareil productif de chaque pays. Une analyse systématique semble plus que jamais nécessaire pour pouvoir identifier les liens entre les politiques d'aide aux étudiants et les opportunités ouvertes à chacun pour s'instruire.

Pour plus de détails, voir: Elena Del Rey, Ioana Schiopu, *Student debt in selected countries*. EENEE Analytical Report 25, November 2015, [http://www.eenee.de/dms/EENEE/Analytical\\_Reports/EENEE\\_AR25.pdf](http://www.eenee.de/dms/EENEE/Analytical_Reports/EENEE_AR25.pdf).